

Mouvement mondial pour la protection de l'eau

Partage international n° 321 - Mai 2015

Interview de Robert F. Kennedy Jr par Jason Francis

Le Waterkeeper Movement est un réseau écologiste planétaire regroupant des ONG qui se consacrent à la protection des cours d'eau et du littoral. Leur site Internet les décrit ainsi : « Qu'ils soient sur l'eau en train de pourchasser les pollueurs, devant les tribunaux plaidant pour des lois environnementales plus contraignantes, sur les places publiques pour rassembler les bonnes volontés, ou dans les écoles pour éduquer les enfants, les Waterkeepers (Gardiens de l'eau) luttent pour la protection de l'eau. »

Une de ces ONG, la Waterkeeper Alliance, a été créée en 1999 pour coordonner ce grand mouvement et soutenir tous les Gardiens de l'eau qui y participent autour du monde. Robert F. Kennedy Jr est son président. Il est aussi le principal avocat du Conseil de défense des ressources naturelles et il enseigne le droit de l'environnement à l'université Pace à New York. Jason Francis l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Combien y a-t-il d'organisations de Gardiens de l'eau autour du monde ?*

Robert F. Kennedy Jr : Il existe 252 groupes dans 29 pays. Ils contrôlent quelque deux millions de miles marins de voies d'eau et de côtes.

PI. *Ces ONG prennent-elles beaucoup de pollueurs sur le fait ?*

RK. Oui, constamment. Ça dépend de la zone où ils patrouillent. Dans certaines régions où la pollution n'est pas un problème majeur, les Gardiens ne patrouillent presque pas. Ils s'occupent de prélever des échantillons d'eau ou se consacrent à des activités éducatives. Il y a aussi d'autres enjeux comme l'utilisation des terres, le partage du produit de la pêche, ou les relations parfois tendues entre pêcheurs, comme entre les pêcheurs de homard et les autres pêcheurs de la zone. La protection de l'eau est une question qui fédère tout le monde. On ne se concentre pas exclusivement sur les pollueurs. Il faut éduquer, expliquer à tous comment fonctionne le cycle de l'eau. Et faire en sorte que les pouvoirs

publics consacrent suffisamment d'argent à la protection de l'eau.

PI. *Quand vous surprenez quelqu'un en train de polluer, que faites-vous ?*

RK. Ça dépend des circonstances. On peut contacter le pollueur et lui demander ce qui se passe, pourquoi il pollue. Si nous décelons une action clairement malveillante, nous envoyons immédiatement une lettre au pollueur. La loi nous oblige à respecter un préavis de 60 jours avant de déposer une plainte. Bien sûr, ça dépend du niveau de pollution, mais en général nous commençons par envoyer une lettre.

PI. *Quel effet a eu la loi sur la protection de l'eau (Clean Water Act), adoptée en 1972 aux États-Unis ?*

RK. Cette loi a eu un effet immédiat très positif, en particulier dans certaines régions. Elle a permis de nettoyer beaucoup des principaux sites de rejets industriels polluants. Par exemple, la rivière Cuyahoga (dans l'Ohio) a été l'une des rivières les plus polluées des États-Unis. Aucun poisson ne pouvait y vivre. Il y avait tellement d'hydrocarbures à sa surface qu'elle a pris feu treize fois, causant de gros dégâts aux bateaux, aux ponts et aux immeubles voisins. Nos rivières prenaient des couleurs diverses, comme la couleur des peintures utilisées pour peindre les camions de l'usine General Motors de Tarrytown (New York). Les rivières étaient carrément utilisées par les industriels pour se débarrasser de leurs déchets. La loi a mis fin à tous ces excès presque immédiatement. Elle a aussi obligé les villes à mettre aux normes leurs installations de traitement secondaire, ce qui a permis d'éliminer jusqu'à 85 % des polluants dans les stations d'épuration, alors qu'on n'en traitait que 30 % auparavant. On pourrait mentionner d'autres points très positifs de cette loi.

Mais elle a eu aussi ses échecs. Par exemple, nous n'avons pas pu réduire la mortalité des poissons induite par l'approvisionnement en eau des centrales. Mille milliards de poissons meurent ainsi chaque année dans les eaux de l'Atlantique et du Pacifique. Les grands pollueurs ont un énorme poids politique. Bien que la loi ait prévu que toute pollution des eaux aurait dû cesser en 1984, on est encore loin d'atteindre cet objectif.

PI. *Quelles sont les causes principales de la pollution des eaux ?*

RK. Les principales sources de pollution sont l'agriculture, en particulier les fermes industrielles,

ce que nous appelons les EEC : exploitations d'élevage en claustration, où un grand nombre d'animaux sont confinés dans de petits espaces. Ainsi que les centrales électriques au charbon. Le charbon est probablement le premier polluant de l'eau. Ça commence avec les mines à ciel ouvert, extrêmement polluantes, en particulier les mines dites « à déplacement de sommet » qui génèrent d'énormes bassins de lisier dans le fond des vallées ; puis il y a le transport et la distribution du charbon, et les bassins de cendres qui résultent de la combustion du charbon par les centrales. L'extraction et la combustion du charbon pollue non seulement en provoquant les pluies acides, mais aussi par les quantités de mercure que ces activités produisent. Des études récentes de la FDA [Food and Drug Administration] ont montré que de nombreux poissons d'eau douce en Amérique sont fortement contaminés par le mercure.

Les campagnes des Gardiens de l'eau

PI. Parlez-nous du projet de l'Alliance des Gardiens de l'eau pour le climat ?

RK. Ce projet souligne que le changement climatique est l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur nos cours d'eau, si ce n'est la plus grande. Nos rivières dépendent de la fonte des neiges et des précipitations. S'il y a moins de neige et moins de pluie, vous avez moins d'eau et la vie peut devenir très difficile pour les populations. Tous les autres problèmes deviennent secondaires. En outre, la hausse du niveau de la mer affecte les zones côtières et les zones de reproduction des poissons, en particulier les estuaires. Beaucoup de Gardiens de l'eau sont engagés dans la protection des estuaires. L'élévation du niveau de la mer a un impact profond, non seulement sur l'intégrité biologique des eaux, mais aussi sur les populations riveraines. Tous les Gardiens coordonnent leurs efforts pour lutter localement contre le changement climatique en proposant d'augmenter le coût des combustibles fossiles, de forcer les centrales à charbon ou à mazout à internaliser les coûts écologiques de ces combustibles, et en ouvrant la voie aux sources d'énergies renouvelables. Et tous les groupes locaux travaillent également à l'échelon national et international afin de promouvoir une transition globale vers une économie basée sur les énergies renouvelables. Lors de la Conférence de Paris sur le climat en décembre 2015, nous serons représentés par l'un des grands spécialistes mondiaux du changement climatique, Jacob Scherr. Il nous représente également au Congrès américain.

PI. Vous avez aussi une campagne pour les énergies propres...

RK. Oui, il s'agit de forcer les centrales au charbon et d'autres centrales locales polluantes à internaliser le coût de la pollution. Par exemple, en Caroline du Nord, il y a onze centrales au charbon avec d'énormes bassins de cendres qui menacent les voies navigables. Pourtant, le charbon est vendu à bas prix, en dessous de son coût de production, car il est subventionné. Nous coordonnons les diverses actions en justice contre ces centrales au charbon dans tout le pays pour les forcer à intégrer ces coûts dans leurs prix de vente et forcer le public à payer le juste prix de leur combustible.

PI. Vous avez mentionné l'élevage industriel comme une source importante de pollution. Pouvez-vous nous expliquer ?

RK. Les Gardiens de l'eau sont très actifs dans ce domaine. L'élevage industriel est le premier pollueur au monde. A titre d'exemple, la ferme Cercle 4, appartenant à la Smithfield Foods dans l'Utah, élève 800 000 porcs. Chacun de ces porcs produit environ dix fois plus de matières fécales qu'un être humain par kilo de poids. Donc, une ferme avec 800 000 porcs produit la même quantité d'effluents que tous les habitants de la ville de New York. Pourtant, alors que New York a construit 14 usines de traitement des effluents pour un coût d'un milliard de dollars chacune, Cercle 4 n'a pas construit une seule usine de ce genre. La ferme déverse tout simplement la totalité de ses effluents dans la nature. Et les effluents produits par les hommes et les porcs ont vraiment le même impact sur l'environnement et la salubrité. Smithfield Food, grâce à son poids politique, a pu se soustraire aux contraintes imposées par la loi. Souvent, les petits éleveurs respectent beaucoup plus l'environnement que ces grandes usines à viande. Les fermes industrielles ne sont rentables que grâce aux énormes subventions qu'elles reçoivent des pouvoirs publics, et au droit qui leur est concédé de rejeter leurs déchets dans l'environnement.

PI. Que pouvez-vous faire pour remédier à ce problème ?

RK. Nous poursuivons les pollueurs. Nous les forçons à respecter la loi. Et nous y parvenons. Par exemple, pendant des années les éleveurs industriels ont épandus leurs déchets dans les champs en appelant ça de l'engrais. Et ils prétendaient donc qu'ils n'avaient pas besoin d'un permis pour le faire. Il y a effectivement dans la loi une dérogation qui le leur permet. Seulement, les quantités de fumier épandues étaient telles que la seule chose qui pouvait pousser dans ces champs était du chiendent. Si une vache en mangeait, elle mourrait. L'agence nationale de l'environnement, qui réglemente les élevages industriels, était à la botte

des industriels qu'elle était censée contrôler. C'était une mascarade. Nous sommes allés en justice, et le juge fédéral a déclaré que ces épandages étaient assimilables à n'importe quel autre rejet illégal de déchets dans la nature. Les industriels ont dû se plier aux mêmes normes que toute autre usine qui essaie de se débarrasser de ses déchets. Aujourd'hui, Smithfield Foods ne fait plus du tout du business de la même façon !

PI. *Voulez-vous nous parler de vos activités éducatives ?*

RK. Nous travaillons en collaboration avec le Centre de recherche sur les eaux de Stroud sur un programme destiné aux élèves du secondaire. Ils pourront adopter une rivière, et pratiquer des analyses pour vérifier la qualité de l'eau. Ces analyses, conduites sur plusieurs semaines, permettent de quantifier le zooplancton et le phytoplancton présents dans l'eau. Si vous avez une bonne proportion d'éphémères, de phryganes et de larves de libellule, vous avez une eau de qualité. Mais si vous trouvez principalement des invertébrés du genre tubifex, vous savez que l'eau est fortement dégradée car ces vers sont les seuls à pouvoir vivre dans une eau pauvre en oxygène, c'est-à-dire à forte teneur en polluants organiques. Les élèves seront en contact avec des milliers d'autres à travers le monde qui feront la même chose chez eux. Ce projet nous permettra de créer des tableaux montrant l'état des eaux tout autour de la planète et ce sera très formateur pour les jeunes.

PI. *Donnez-nous quelques exemples de vos succès...*

RK. Le groupe des Gardiens de l'eau de Santa Monica a gagné un procès de plusieurs millions de dollars contre le département des Transports de l'Etat de Californie qui a été contraint de nettoyer les

canalisations des eaux de ruissellement qui étaient rejetées sur les plages de la côte du Pacifique. C'était dégoûtant pour les baigneurs, les surfeurs et les promeneurs.

Un autre procès tout aussi important a été gagné par le groupe de la Chattahoochee River contre la ville d'Atlanta, en Géorgie, qui laissait se déverser ses eaux usées dans la rivière. Les autorités ont dû dépenser un milliard de dollars pour mettre la centrale de traitement aux normes. Le groupe de la Hudson River a forcé la ville de New York à dépenser plus d'un milliard de dollars pour protéger la retenue d'eau des Catskill Mountains, qui approvisionne la ville en eau. Je pourrais citer d'autres exemples.

PI. *Qu'est-ce que les gouvernements devraient encore faire pour garantir que nous ayons tous accès à une eau de qualité ?*

RK. Le plus important serait une réforme de la loi de financement des campagnes électorales. Tant que les compagnies pétrolières et les autres grands pollueurs pourront donner des fortunes colossales à nos décideurs politiques pour les faire élire, il est impossible que ces derniers fassent respecter des lois environnementales qui mettent leurs bienfaiteurs en difficulté. Nous avons de bonnes lois, mais le problème est qu'elles ne sont pas appliquées. Une telle démocratie ne peut pas fonctionner.

Pour plus d'informations : www.waterkeeper.org

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()